Point de presse de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec la presse francophone le 12 mars 2012 à New York, sur la transition politique dans les pays des "printemps arabes" et la recherche au Conseil de sécurité de l'ONU d'une sortie de crise en Syrie.

2012-03-12

Au cours de la réunion du Conseil de sécurité et des contacts que nous avons eus en P3 ou avec l'ensemble des ministres qui assistaient à la réunion du Conseil de sécurité, j'ai pu exprimer deux messages. D'abord dire combien la France soutenait ce qu'il est convenu d'appeler les «printemps arabes». C'est un mouvement profond qui traverse l'ensemble des pays arabes dans des conditions certes différentes selon les pays : très pacifiquement au Maroc ou en Jordanie par exemple ; dans une transition un peu plus difficile en Tunisie ou en Égypte ; après les événements qu'on connait en Libye et, évidemment j'y reviendrai, dans une situation dramatique en Syrie.

L'ensemble de ces mouvements est une chance extraordinaire. C'est une vraie révolution qui traverse tout le sud de la Méditerranée. S'agissant d'une aspiration profonde des peuples à la liberté et à la démocratie, nous y retrouvons une valeur fondamentale. C'est la raison pour laquelle nous les soutenons, comme j'ai eu l'occasion de le dire récemment encore, au Maroc ou en Tunisie.

Bien sûr, il y a des risques ; bien sûr il n'existe pas de processus révolutionnaire qui soit parfaitement tranquille ; bien sûr la transition peut être longue, mais ce n'est pas une raison pour ménager notre soutien à ces pays, notamment dans le domaine économique, puisque le succès de ces transitions dépendra en grande partie de la capacité de ces pays à retrouver un rythme de développement économique soutenu. C'est la raison pour laquelle nous sommes particulièrement attentifs à la mise en uvre du Partenariat de Deauville que la France avait lancé au moment de sa présidence du G8. Je voudrais aussi insister - mais il faut trouver un accord avec nos partenaires européens sur ce point - sur l'idée que pour nous il ne saurait y avoir d'incompatibilité de principe entre islam et démocratie. Il y a des dérives de l'islam, il y a des extrémismes, il y a du fondamentalisme bien sûr, mais nous souhaitons

dialoguer avec ceux qui considèrent que l'islam est parfaitement compatible avec les valeurs universelles que nous défendons.

Le deuxième message concerne la Syrie. J'ai eu l'occasion de dire, à plusieurs reprises, combien le silence du Conseil de sécurité était scandaleux et laisse se perpétrer un véritable massacre en Syrie. Après Homs qui a été écrasée sous les bombes, ce sont d'autres villes syriennes maintenant qui font l'objet de cette répression sauvage du régime. Nous cherchons donc par tous les moyens à arrêter ce carnage. Nous continuons à travailler à la préparation de la prochaine réunion du Groupe des Amis du peuple syrien qui se tiendra à Istanbul. Nous travaillons aussi à rassembler et à soutenir l'opposition qui, tant qu'elle sera divisée, ne pourra évidemment pas atteindre ses objectifs. Nous soutenons à fond la mission de Kofi Annan dans le cadre du mandat qui lui a été donné sur le fondement de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies.

Et puis nous travaillons à une résolution du Conseil de sécurité qui pose encore deux problèmes selon nous. D'abord, nous ne pourrons pas accepter que, dans cette résolution, l'on renvoie dos à dos ou que l'on place exactement sur le même plan un régime qui réprime et des protestataires qui se défendent contre la répression de ce régime. Il faut donc que l'initiative du cessez-le-feu revienne au régime. Nous appellerons alors évidement toutes les parties à cesser immédiatement les violences.

Deuxième point : il est très important pour nous dans cette résolution qu'à côté du cessez-le-feu et de l'accès de l'aide humanitaire, on fasse aussi référence à la nécessité d'une solution politique s'inspirant du plan de la Ligue arabe, tel qu'il a été endossé par la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies que j'évoquais tout à l'heure.

Kofi Annan a fait des propositions à Bachar al-Assad. La réponse devrait venir dans les 48 heures. Il sera important à ce moment là de poursuivre notre concertation au sein du Conseil de sécurité, notamment entre membres permanents, pour en tirer les conséquences sur le projet de résolution sur lequel nous travaillons.

Q - Mme Clinton a parlé du plan en cinq points dans lequel n'est pas évoquée la transition politique. Que pensez-vous de ce plan ?

R - Le cinquième point porte sur la recherche d'une solution et affirme la confiance au Représentant spécial du Secrétaire général, dans le cadre du mandat qui lui a été confié, pour mettre en uvre «a political dialogue between the government and all political opposition, according to the Arab League and to the United Nations General Assembly».

Donc, on vise la Ligue arabe et la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. La mention qui m'importe y est, avec une ambigüité, disons les choses comme elles sont. Il n'est pas dit très clairement dans ces cinq points qu'il s'agit du plan du 22 janvier de la Ligue arabe ni qu'il s'agit de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. La mention

qui est faite de la Ligue arabe et de l'Assemblée générale est, pour nous, vraisemblablement insuffisante.

Q - Mais c'est justement sur cette ambigüité que jouent les Russes...

R - Que ce soit ambigu, vous avez raison. Vous avez commencé par me dire qu'il n'y avait aucune mention dans les cinq points du plan de transition de la Ligue arabe. Je vous réponds en disant qu'il y a bien une mention mais qu'elle ne me satisfait pas pleinement parce qu'elle reste encore imprécise. Elle se borne à parler de la Ligue arabe et de l'Assemblée générale des Nations unies sans aller davantage dans le détail.

Q - Accepteriez-vous un accord entre la Russie et la Ligue arabe qui se contenterait de ces simples références ?

R - Je vous ai dit ce que j'en pensais. Pour moi, le cessez-le-feu et l'aide humanitaire sont évidemment des priorités. Il faut arrêter le massacre, mais pas au prix d'une absence de référence à ce qui me paraît absolument indispensable aussi, c'est-à-dire un règlement politique s'inspirant du plan de la Ligue arabe et de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Je voudrais quand même rappeler que formellement la mission de Kofi Annan s'appuie sur un mandat qui lui-même résulte de la résolution de l'Assemblée générale. Pour moi, les mots ont un sens, et les mandats ont un sens aussi.

Q - Vous avez parlé de la mission de Kofi Annan. Malgré deux rencontres avec Assad, les violences se poursuivent. Comment voyez-vous la suite ?

R - Si l'on changeait d'avis à chaque fois qu'il y a difficulté, on risquerait de perdre le Nord. Donc nous continuons à soutenir la mission de Kofi Annan en étant bien conscients des difficultés qu'il rencontre. Comme je vous l'ai dit, il a donné 48 heures à Bachar el-Assad pour répondre aux propositions qu'il lui a faites. Attendons de voir la réponse avant de savoir quelles conclusions en tirera Kofi Annan.

Q - Vous avez rappelé les responsabilités du Conseil de sécurité vis-à-vis de la tragédie syrienne, en estimant qu'elle pourrait présenter un danger pour la stabilité du Liban. Il y a eu au Liban des exploitations politiciennes, notamment du flot de réfugiés, par le Hezbollah. Que pouvez-vous nous dire sur ce que vous redoutez concrètement ?

R - Si la Syrie devait être déchirée par une guerre civile, ce qui ne manquera pas d'arriver si nous n'arrivons pas à nous mettre d'accord sur une résolution portant sur les trois points que j'ai indiqués tout à l'heure, c'est-à-dire le cessez-le-feu, l'aide humanitaire et le processus conduisant à un règlement politique, il est évident que les conséquences sur le Liban seraient immédiates et extrêmement dangereuses. Ce à quoi nous sommes très attentifs aujourd'hui est l'afflux de réfugiés au Liban. Nous souhaitons que les réfugiés syriens soient convenablement traités. Je l'ai dit au Premier ministre libanais et nous avons demandé au

gouvernement libanais d'assurer la protection des réfugiés syriens. Nous soutenons bien sûr l'intégrité et la souveraineté du Liban.

Je crois que ce qui rend nécessaire une résolution du Conseil de sécurité, c'est que la situation en Syrie aujourd'hui est une menace pour la paix et la stabilité de l'ensemble de la région. Ce n'est pas simplement un problème intérieur à la Syrie, c'est aussi une menace de déstabilisation pour toute la région. C'est la raison pour laquelle le Conseil de sécurité doit se prononcer. J'ai déjà dit à plusieurs reprises que son silence était scandaleux. Je crois que la prise de conscience se fait de plus en plus forte et qu'il y a une exigence de plus en plus forte d'arriver à une résolution. J'espère que nous pourrons, dans les jours qui viennent, convaincre tous ceux qui on bloqué jusqu'à présent cette résolution de trouver une base d'accord avec nous.

Q - Vous avez évoqué la saisine de la Cour pénale internationale. Comment l'envisagez-vous ?

R - Vous savez quelles sont les règles : la Syrie n'est pas partie prenante au statut de la Cour pénale, il faut donc que se soit le Conseil de sécurité qui décide de saisir la Cour pénale. Ce que j'ai dit, en me fondant sur les constats du Conseil des droits de l'Homme qui a été très explicite et qui a évoqué des crimes contre l'humanité, c'est que nous réunirions les éléments de preuve permettant d'aboutir à la saisine de la Cour pénale internationale par le Conseil de sécurité puisque c'est la seule procédure qui est aujourd'hui disponible.

Q - Il y a un mois et demi vous évoquiez les différences entre Russes et Chinois. Est-ce que vous voyez une différence apparaître aujourd'hui ?

R - Millimètre par millimètre, certaines déclarations chinoises paraissent montrer que la Chine semble s'interroger. Pour l'instant cela ne s'est pas concrétisé, on verra au moment de la finalisation de la résolution dans les prochains jours.

Q - Vous parlez d'un plan en trois points. Il prévoit une transition politique, mais l'opposition est divisée. Comment comptez-vous vous y prendre ?

R - Ce n'est pas un plan en trois points, ce sont les trois éléments que nous souhaitons voir figurer dans toutes résolutions du Conseil de sécurité. Nous souhaitons aider l'opposition à se structurer et à se rassembler. Nous avons déjà reconnu au Conseil national syrien la qualité d'interlocuteur valable. C'est aussi à l'opposition de se décider. Si elle ne s'unit pas, elle n'atteindra pas ses objectifs. C'est une règle absolue quand on est dans une telle situation historique. Si on n'est pas capable de surmonter ses divisions, pour créer véritablement une unité dans l'adversité, il ne faut pas espérer gagner. Je lance un appel à l'opposition pour qu'elle se rassemble, pour qu'elle soit aussi inclusive que possible. Des progrès ont été faits, des représentants de la communauté alaouite, des représentants de la communauté chrétienne ont été intégrés dans le Conseil national syrien. Des progrès restent

à faire. Nous ne pouvons pas régler tous les problèmes à la place des gens. C'est d'abord aux Syriens eux-mêmes et à l'opposition syrienne de savoir si elle capable ou pas de se fédérer.

Q - Je souhaite revenir sur cette idée d'ambigüité. Peut-on envisager une évolution de langage dans le discours de la France dans laquelle tout en continuant à parler de transition politique on ne parle plus de transfert du pouvoir ?

R - La position de la France est claire. Nous souhaitons qu'il soit clairement fait référence au plan de règlement politique de la crise adopté par la Ligue arabe et endossé par la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, résolution qui constitue le mandat de M. Kofi Annan. A partir de là on va voir comment évoluent les discussions.

Q - L'opposition a indiqué qu'un ancien ministre de la Défense syrien, le général Mustapha Tlass, était à Paris. S'agit-il d'une défection ?

R - Je n'ai pas d'indication plus précise sur ce point mais je constate que les défections se multiplient.

Q - On a l'impression d'une division naissante au sein du camp occidental. Par ailleurs, les Russes négocient directement avec la Ligue arabe... Le front se fissure ?

R - Je ne pense pas et j'ai observé ce matin qu'entre Hillary Clinton, William Hague, Guido Westerwelle, Paulo Portas et moi-même, il y avait une similitude de vue. Cela dit, la position de la France est particulièrement claire, c'est vrai.

Q - Vous venez de déjeuner avec le ministre russe Sergueï Lavrov. Vous avez des raisons d'espérer ?

R - Ici à New York, dans ce contexte on est forcement optimiste. Je veux avoir des raisons d'espérer mais il faut que je me force beaucoup. Je crois que ce qui est clair, et il l'a dit ce matin dans son propos, c'est que M. Lavrov reconnait que le régime porte une lourde responsabilité dans l'évolution de cette tragédie. Il a parlé je crois de «huge reponsibility». Ce qui est clair aussi c'est que son contact avec la Ligue arabe l'a conduit à évoquer une solution politique portée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies dans le cadre de ce qu'ont proposé la Ligue arabe et l'Assemblée des Nations unies. Est-ce que c'est une ouverture ? On verra comment cela se concrétise au moment où il faudra finaliser une résolution. Il y a peut être un petit mouvement.

Q - Ce matin le Conseil national syrien a appelé à une intervention militaire urgente. Craignez-vous que ce genre de demande établisse un parallèle avec la Libye et attise les antagonismes avec la Russie ?

R - Tout d'abord, j'ai dit ce que je pensais de l'intervention en Libye. Je suis fier de ce que nous avons fait en Libye. Les critiques à l'égard de cette intervention sont injustifiées. La Libye est dans une situation aujourd'hui difficile mais c'est une raison supplémentaire pour aider les autorités libyennes à progresser à la fois dans la réintégration des milices dans l'armée officielle libyenne et également à reconstruire son État et son économie. Donc, sur la Libye je n'ai pas le moindre état d'âme. En ce qui concerne la Syrie, j'ai expliqué à de nombreuses reprises qu'on était dans un contexte radicalement différent et que l'option militaire était écartée. Sur ce point, il y a également unanimité entre les membres européens du Conseil de sécurité, et même avec les États-Unis et évidemment avec la Russie.

Q - Qu'est-ce qui bloque aujourd'hui pour parvenir à un accord, une action du Conseil de sécurité sur la Syrie ?

R - Deux choses. Nous avons deux désaccords encore, qui peuvent se réduire, mais qui ne le sont pas complètement aujourd'hui.

Le premier point, c'est que le gouvernement français ne peut pas accepter que l'on place exactement sur un même plan un régime qui a pris l'initiative de cette répression sauvage et les opposants. N'oublions pas qu'au début il s'agissait de manifestations pacifiques pour la liberté et la démocratie et que le régime n'y a pas répondu, sinon par la force. Aujourd'hui, il y a des gens qui se battent, c'est vrai, pour certains d'entre eux avec des armes, tout simplement parce qu'ils se protègent. Nous tenons beaucoup à ce que dans le projet de résolution, il y ait d'abord un acte des autorités syriennes pour suspendre les violences et, bien sûr, ensuite immédiatement, la cessation de l'ensemble des violences sur le territoire syrien.

La deuxième chose extrêmement importante, c'est qu'on ne peut pas se contenter d'un cessez-le-feu et d'un accès de l'aide humanitaire. C'est absolument capital et urgent, mais il faut aussi engager un processus politique sinon le grand mouvement d'aspiration populaire à la liberté et à la démocratie sera ignoré et bafoué et nous ne pourrions pas l'accepter.

Voilà les deux points sur lesquels il nous faut encore avancer pour mettre au point une résolution du Conseil de sécurité. Je pense qu'il serait raisonnable d'attendre que Kofi Annan fasse un premier point d'étape sur la mission qui lui a été confiée pour aller plus loin.

Q - La France accepterait-elle un résultat qui permettrait à la fois un dialogue politique et à la fois à Assad de rester président ?

R - Ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord aujourd'hui est justement ne pas anticiper sur la fin des négociations qui appartient aux Syriens eux-mêmes. Il faut que ce processus de négociation soit conduit par les Syriens. Ce que nous voulons, c'est que la communauté internationale le lance et l'encadre en conformité avec les propositions qui ont été mises sur

la table par la Ligue arabe. Pour le reste, personne n'a à imposer aux Syriens un modèle, c'est à eux d'en décider au terme de ce processus.

Q - C'était la énième réunion sur la Syrie au Conseil de sécurité, est-ce que finalement au bout du compte le Conseil de sécurité n'a pas fait la preuve de son caractère non pertinent sur la Syrie ?

R - J'ai déjà eu l'occasion de dire que le silence du Conseil de sécurité était une forme de scandale et une tâche morale sur les Nations unies. Ce n'est pas une raison pour renoncer. Donc, continuons.

Q - Est-ce que l'élection de Vladimir Poutine vous laisse espérer un changement dans l'attitude de la Russie dans ce dossier ?

J'ai eu l'occasion de le dire, Sergueï Lavrov a indiqué que cela n'avait aucun lien. On va voir.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 15 mars 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184710-alain-juppe-12032012-printemps-arabes-et-sortie-de-crise-en-syrie